

## «L'ère de l'Internet nous amène à négocier un nouveau contrat social»

Genève veut devenir la capitale mondiale de la gouvernance d'Internet. Christine D'Anna-Huber a demandé à Jovan Kurbalija, spécialiste d'Internet établi dans la cité de Calvin, ce que cela signifie exactement et quelles tâches la «Geneva Internet Platform» récemment créée assumera au juste.

*asut: Qu'entend-on par gouvernance d'Internet?*

Jovan Kurbalija: La gouvernance d'Internet désigne la gestion de l'Internet du point de vue technique, politique et organisationnel. Il s'agit en l'occurrence d'infrastructures techniques, mais aussi d'aspects politiques liés à la société de l'information. Les tâches assumées par l'organisation d'enregistrement Internet ICANN – noms et chiffres – en font également partie, ainsi que des aspects tels que la sphère privée en ligne, le commerce électronique et la cybersécurité, pour n'en citer que quelques-uns. La gouvernance d'Internet nous intéresse tous d'une manière ou d'une autre car



Jovan Kurbalija.

Photo: M&D

Internet influe fortement notre vie et la manière de structurer notre quotidien.

*Pourquoi la gouvernance d'Internet est-elle en fait nécessaire? Internet n'est-il pas ce système unique, complet, coopératif et basé sur les coûts, c'est-à-dire un espace libre ouvert à tous?*

Même un système très ouvert exige une certaine gestion. La manière dont Internet a été géré jusqu'ici peut être perçue comme un franc succès: à ses débuts, la gouvernance d'Internet a considérablement contribué à la croissance d'Internet. Mais s'il doit continuer à grandir tout en restant un espace ouvert, vivant et accessible pour la créativité humaine, il est essentiel qu'il s'adapte aux changements et évolue: avec ses trois milliards d'utilisateurs de par le monde, Internet est depuis longtemps devenu une infrastructure critique de la société moderne. Il en résulte des exigences très différentes pour la gouvernance d'Internet, qui est désormais confrontée à de nouveaux risques, dangers et vulnérabilités et donc obligée de se pencher sur des questions telles que la cybersécurité, la sphère privée en ligne et le potentiel d'utilisation abusive d'Internet.

*On dit que la gouvernance d'Internet est à la croisée des chemins entre une approche étroite et centralisée, et un modèle multipartite à large échelle. Partagez-vous cet avis?*

Il est vrai que nous nous trouvons à un carrefour décisif. Du fait notamment de la rapide croissance d'Internet, mais aussi parce que, suite aux révélations d'Edward Snowden, le public se pose davantage la question de savoir comment et selon quelles règles Internet est utilisé. Deux options contradictoires s'offrent maintenant à nous: adopter une gouvernance centralisée assurée par une organisation Internet comparable à l'ONU, ou privilégier l'actuel type de gestion de l'Internet, plutôt décentralisé et non hiérarchisé. De manière

réaliste, nous devons envisager un compromis issu de ces deux extrêmes, une combinaison de ces deux variantes qui maintienne l'approche dynamique multipartite en l'améliorant si nécessaire – transparence accrue, mécanismes de contrôle plus efficaces –, mais qui confère également aux gouvernements un rôle plus important, en particulier pour ce qui est des questions d'intérêt public dont seuls les gouvernements peuvent garantir la mise en œuvre, à l'image de la protection des infrastructures critiques ou du respect des droits de l'homme.

*Vu de l'extérieur, cet écosystème dynamique à parties prenantes multiples est très confus: il implique un grand nombre d'acteurs, une multitude de colloques importants ainsi que des conférences et des débats internationaux dans le monde entier. Comment est-il alors possible de garder la vue d'ensemble?*

C'est l'un des principaux problèmes, en particulier pour les petits Etats et les pays en développement. Aujourd'hui, plus d'une centaine de manifestations traitent de questions liées à la gouvernance d'Internet, sans compter les innombrables conférences et processus politiques. Même les grands Etats disposant de services diplomatiques très étendus ne parviennent pas à suivre tout le calendrier. L'un des risques de l'actuelle gouvernance d'Internet réside dès lors dans le fait que les gens décrochent parce qu'ils ne s'y retrouvent plus. Et c'est précisément là que la Geneva Internet Platform (GIP) entre en jeu: l'une de ses missions consistera à créer un certain ordre cognitif dans cette jungle, afin de permettre aux gens de comprendre quel en est l'évolution. Il s'agira donc de fournir aux représentants d'intérêts et aux décideurs des informations claires et facilement compréhensibles, mais également des fondements cognitifs qui ne soient pas trop simplifiés. Un défi considérable, pour lequel il n'existe pas de recette miracle.

*A qui s'adressera cette plateforme?*

Cette plateforme aidera les différents acteurs de comprendre ce qui se passe, de savoir qui fait quoi, et comment ils pourront faire entendre leur voix dans le débat global au sujet de la

gouvernance d'Internet. Pour cela nous allons assurer des activités de formation, organiser des événements et des points d'information. Par exemple, chaque premier mardi du mois, nous proposerons les «Geneva Internet Briefings», dans lesquels nous résumerons tout ce qui s'est passé au cours du mois précédent, ce qui sera à l'agenda du mois à venir, ainsi que les principales tendances. En une heure seulement, les gens pourront mettre leurs connaissances à jour.

*Pourquoi Genève devrait-elle devenir une plaque tournante importante dans le domaine de la gouvernance d'Internet et quelle y sera l'implication de la Suisse?*

Aujourd'hui déjà, Genève est l'une des principales plaques tournantes en matière de gouvernance d'Internet. Selon une étude menée par nos soins, plus de la moitié de toutes les décisions politiques liées à Internet sont prises à Genève, qu'il s'agisse du secteur des télécommunications, des droits de l'homme, du commerce électronique, de la standardisation ou d'autres domaines. ICANN, une instance clé, n'a certes pas son siège à Genève, mais y est représentée. Genève s'impose donc en tant que site lorsqu'il s'agit de faire converger ces différents points et d'établir un ordre clair.

De son côté, la Suisse a déjà joué un rôle important en matière de gouvernance d'Internet. Elle a fourni de précieux services en mettant à la disposition de nombreux acteurs une plateforme neutre permettant de débattre de questions liées à la gouvernance d'Internet. A plusieurs reprises, elle a accueilli le sommet mondial sur la société de l'information et a

---

**«La Suisse fournit de précieux services en mettant à disposition une plateforme neutre permettant de débattre de questions liées à la gouvernance d'Internet.»**

massivement investi dans le développement des compétences dans les pays du tiers-monde et émergents. Enfin, le système politique suisse, qui repose sur l'inclusion et l'approche ascendante («bottom-up»), offre quelques perspectives très intéressantes pour l'avenir de la gouvernance d'Internet.

*Dans le sillage du scandale de la NSA, on a évoqué le besoin de nationalisation d'Internet ou au moins d'un contrôle national renforcé des ressources Internet et des données d'utilisateurs. Percevez-vous de tels efforts comme une menace pour l'Internet global?*

Les révélations d'Edward Snowden ont ébranlé la confiance dans Internet et dans sa gouvernance. Ceci augmente également le risque de fragmentation d'Internet? Un beau nombre de gouvernements et parlements nationaux se posent la question de comment protéger les biens numériques et les droits de leurs citoyens sur Internet. Et c'est précisément là que se trouve la clé: nous devons parvenir à créer un système global qui prenne en compte les réticences légitimes des pays et des utilisateurs au niveau mondial ou les gouvernements commenceront de prendre les choses en main eux-mêmes pour aligner Internet avec leurs lois nationales.

Une tentative de ce type a déjà eu lieu au Brésil – un des principaux des révélations de Snowden – lorsque le gouvernement a considéré la possibilité de contraindre Facebook, Twitter et Google d'administrer les données des utilisateurs brésiliens dans des serveurs basés au Brésil. Une telle option aurait augmenté les coûts des services Internet. Pour l'instant, les législateurs brésiliens ont renoncé à pousser

---

**«Nous devons parvenir à créer un système global qui prenne en compte les réticences légitimes des pays et des utilisateurs au niveau mondial.»**

ser la nationalisation d'Internet et décidé de s'engager plutôt pour la création d'un ordre international assurant la protection des droits garantis par la loi brésilienne. A mon avis, il s'agit de la meilleure option, également pour la Suisse et tous les autres pays et économies qui dépendent fortement d'Internet.

*Avec autant de parties prenantes, la tâche pourrait se révéler ardue.*

Ce ne sera sûrement pas simple et nous pouvons nous attendre à de longues négociations.

*Les pessimistes affirment qu'il est beaucoup trop tard: Internet est aux mains des Etats-Unis et de quelques grandes entreprises américaines et il ne nous reste plus qu'à nous en accommoder, ou à renoncer à un Internet ouvert tel qu'il existe aujourd'hui.*

Il y a beaucoup de raisons d'être pessimiste. Mais j'en vois aussi quelques-unes pour être optimiste. Elles se basent sur l'interdépendance de l'économie digitale. Moins de confiance dans Internet pourrait amener les utilisateurs à être plus réticents à partager leurs données. Avec moins de données à disposition, les compagnies d'Internet pourront faire moins de profit. Ainsi, les géants d'Internet ont un intérêt vital à promouvoir un réseau global et robuste. Sans confiance, ils n'y parviendront pas. Les gouvernements sont confrontés par un dilemme similaire. Certains d'entre eux pourraient être tentés de censurer l'accès à Internet pour des raisons politiques, voir de le couper complètement comme cela a été le cas en Egypte en 2011. Mais Internet est tellement crucial pour le bien-être économique et social et pour les investissements, que les gouvernements et le secteur privé se garderont bien à la longue de prendre des décisions mettant en péril leurs intérêts vitaux. Mon optimisme repose donc sur l'espoir qu'un sorte d'«intérêt propre éclairé» l'emportera.

*A l'ère d'Internet, la sphère privée a-t-elle vécu?*

Non, elle l'a pas vécu. Le combat pour la sphère privée est un combat pour le futur de la société démocratique. Cette question hautement complexe est à mon avis au coeur du débat sur

la gouvernance d'Internet. D'une certaine manière, nous avons tacitement accepté de payer, sur Internet, des prestations non pas avec de l'argent, mais avec nos données personnelles. Par exemple, dans mon cas, j'ai volontiers recours à la commodité du programme de traduction de Google – en échange d'une petite partie de ma sphère privée. En l'occurrence, le problème fondamental réside dans le fait que de telles transactions ne sont pas vraiment transparentes, car nous ne savons jamais exactement ce qu'il advient de nos données.

Je suis convaincu que nous serons, avec l'aide de nos gouvernements, amenés à négocier un type de nouveau contrat social permettant aux citoyens de prendre des décisions en connaissance de cause. Au final, cette décision peut revenir à dévoiler une partie de sa sphère privée; certains le feront, d'autres pas. Mais la situation actuelle caractérisée par un manque de transparence total des accords sur Internet, n'est pas saine sur la durée. Pas uniquement pour les internautes, mais aussi pour les sociétés Internet qui en subissent déjà le contrecoup.

*Même les «méchantes grandes entreprises» pourraient, finalement, s'engager en faveur de la protection des données et de la sphère privée?*

Il est dans leur intérêt de rester dans le coup, ce qui ne sera possible que si elles réussissent à regagner la confiance des utilisateurs dans la manière d'administrer leurs données. Mais je ne pense pas que cette problématique de protection des données et de la sphère privée pourra être résolue par de petites solutions ad hoc; il faudra mener une discussion fondamentale. Lors du festival «South by Southwest», consacré aux nouvelles technologies et qui se tenait récemment aux Etats-Unis, la complexité de cette situation a été démontrée de façon éclatante. Edward Snowden était présent par vidéoconférence depuis Moscou et a été ovationné par plusieurs milliers de personnes pour sa critique de la NSA et de la surveillance d'Internet. Mais lors de la session suivante déjà où il était question d'exploration des données (data mining), ces mêmes personnes

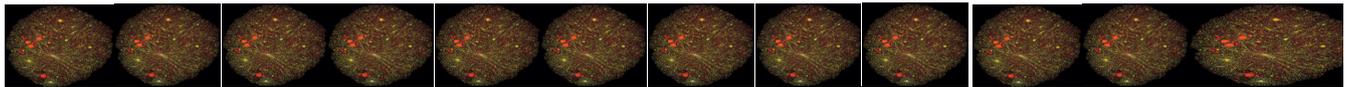
se demandaient comment faire le plus d'argent possible en manipulant les données des 'utilisateurs. La ligne de démarcation entre sécurité et utilisation commerciale des données n'est pas toujours claire. Les compagnies d'Internet devront affronter la question de l'administration et l'exploitation de nos données avec beaucoup plus de transparence.

*Et en dépit de tous ces intérêts contradictoires, croyez-vous à la possibilité d'un compromis?*

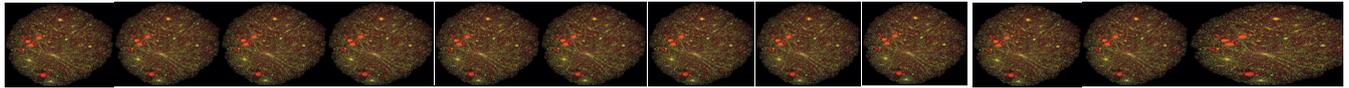
Le NETmundial au Brésil sera la prochaine étape. La discussion sur l'avenir d'Internet tournera d'une part autour du fait que les Etats-Unis ont décidé d'abandonner la surveillance de la gestion d'Internet ICANN et considérera, d'autre part, le pas franchi par le Brésil en faveur de la protection de la sphère privée en ligne. J'espère que les premières esquisses d'un futur compromis prendront forme à Sao Paolo. Mais la question d'une nouvelle gouvernance d'Internet prendra plus de temps et resteront objet de négociations pour beaucoup d'années encore. □

### Jovan Kurbalija

Jovan Kurbalija est le directeur-fondateur de DiploFoundation, institut de formation de diplomates dans le domaine de la gouvernance d'Internet. Ancien diplomate avec un parcours centré sur le droit international, la diplomatie et les technologies de l'information et de la communication (TIC), il a établi en 1992 l'unité pour l'informatique et la diplomatie à la Mediterranean Academy of Diplomatic Studies à Malte. En 2002, après dix années d'activités d'enseignement, de recherche et de publication, l'unité s'est transformée en DiploFoundation. Jovan Kurbalija dirige actuellement des cours en ligne consacrés aux TIC et à la diplomatie, et donne des conférences dans des institutions académiques et de formation en Suisse, aux Etats-Unis, en Autriche, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et à Malte. Son livre «An Introduction to Internet Governance» a été traduit en neuf langues et sert de référence dans les universités du monde entier. DiploFoundation est impliquée dans la création de la «Geneva Internet Platform».



# Genf und die Verwaltung der Zukunft



Christine D'Anna-Huber.

Die Schweiz hat sich als Vermittlerin guter Dienste in langjähriger Tradition weltweit einen respektierten Namen gemacht. Nun will sie auch im Bereich der Internet Governance diese Rolle übernehmen. asut ist an der Initiative massgeblich beteiligt.

Von Christine D'Anna-Huber

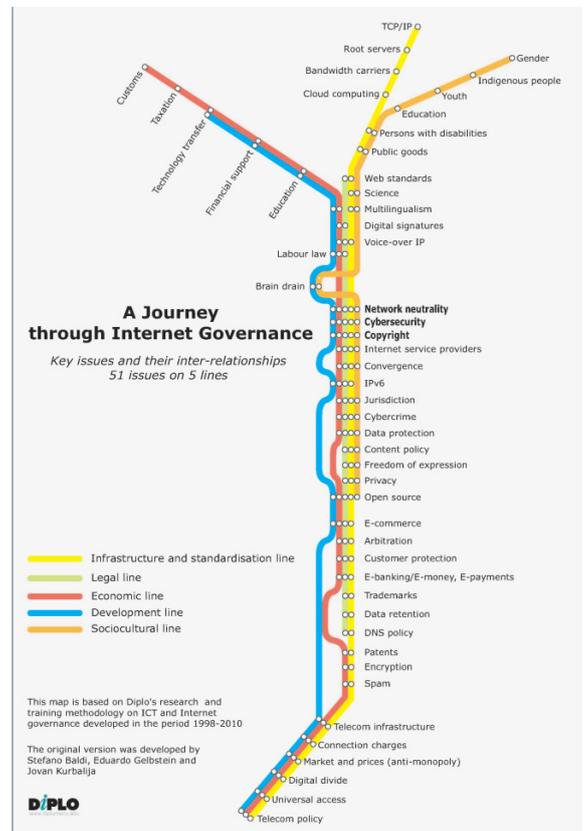
Es war eine hochkarätige Versammlung: Am 8. April 2014 wurde in Genf die «Geneva Internet Platform» (GIP) in Präsenz des Schweizer Uno-Botschafters Alexander Fasel, verschiedener ausländischer Diplomaten, hoher Beamten von Bundesverwaltung, UNO und nichtstaatlichen Organisationen aus der Taufe gehoben.

Die Ausgangslage ist klar: Internet ist in den letzten Jahren exponentiell gewachsen und steht nun an einem Scheideweg. Die zukünftige Ausgestaltung der Internet Governance, also der Art und Weise, wie Internet sowohl in technischer als auch in politischer, rechtlicher, wirtschaftlicher und soziokultureller Hinsicht verwaltet werden soll, um weiterhin ein sicheres, stabiles, robustes und vertrauenswürdiges globales Netzwerk zu bleiben, ist Gegenstand leidenschaftlicher Auseinandersetzungen. Zentral sind dabei Themen wie technologischer Wandel, Netzdemokratie, Sicherheit und Schutz der Privatsphäre. Kann die erfolgreiche Selbstverwaltung des Internets fortgesetzt werden? Oder ist das weltweite Netz so sehr gewachsen – und dazu seit den Enthüllungen Edward Snowdens in eine schwere Vertrauenskrise gerutscht –, dass nun der Zeitpunkt gekommen ist, die Aufsicht über die sogenannten kritischen Internetressourcen unter die re-

gulatorische Oberaufsicht der Vereinten Nationen zu stellen? Drohend zeichnet sich auch die Möglichkeit einer Segmentierung oder Zersplitterung des Internets und einer verstärkten einzelstaatlicher Einflussnahme ab, wie sie beispielsweise Russland und China, gefolgt von der Türkei und zahlreichen Schwellenländern, anstreben.

## Schweiz für ein freies und offenes Internet

Die Schweiz ist – wie viele andere – der Ansicht, dass angesichts der globalen wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Bedeutung des Internets ein multidisziplinärer Dialog zwischen den vielen Akteuren – Regierungen, Privatsektor, die Vereinten Nationen, Nichtregierungsorganisationen und Zivilgesellschaft – über die zu-



Internet Governance: Um was es geht.

Quelle: DiploFoundation